

Emeutes en Tunisie, Processus révolutionnaire en cours Recherche d'un contenu

Si les thèmes qui ont soulevé la Tunisie entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011 sont clairs et ont fait l'unanimité dans un pays qui croulait sous la botte d'un dictateur et de sa bande de mafieux, l'après 14 janvier s'est ouvert sur la question du **contenu à donner au nouveau régime** que tous appellent de leurs vœux.

En effet, **ceux qui ont fait fuir Ben Ali n'étaient pas organisés et n'étaient conduit par aucun parti ni syndicat.** Ils n'y avait pas d'idéologie qui dominait le mouvement ni un programme politique, ni une alternative à ce qui était devenu la politique maffieuse de Ben Ali. En revanche, **ils savent ce qu'ils refusent et ce qu'ils veulent.**

Aussi, la deuxième manche du match a commencé **après le départ** de Ben Ali : il fallait faire tomber un gouvernement qui était là pour sauvegarder le régime sous couvert d'unité nationale. Alors, ceux de l'Ouest, du Centre, du Sud, ont marché sur Tunis dans une caravane appelée caravane de la dignité puis **caravane de la liberté.** Ils sont venus camper devant le siège du gouvernement et ils ont réussi à le faire tomber après six jours, soutenus par leurs compagnons de Tunis et de toutes les régions venus par vagues pour affirmer que : **NON**, rien n'a encore changé et rien que parce que maintenant nous avons des morts tombés sous les **balles de la police**, nous n'allons pas nous arrêter en si bon chemin. Néanmoins, ils sont partis, chassés par une **répression sauvage** que personne, au gouvernement, n'a voulu assumer. Le tout **nouveau ministre de l'Intérieur** a fait entendre par là que la police avait agi de son propre chef ! Plus encore, quatre jours après ce vendredi 28 janvier, le même ministre de l'intérieur vient faire le récit, sur une chaîne de télévision privée, d'un **complot avorté** mené par 2000 à 3000 personnes armées qui auraient investi le bâtiment du ministère de l'Intérieur situé sur la plus grande avenue de Tunis ! Et qui auraient frappé les employés et pénétré dans son bureau, le menaçant de mort, lui volant son portable et lui cassant ses lunettes ! Il n'aurait échappé à leurs mains meurtrières que grâce au général Ammar qui était avec lui dans son bureau à ce moment-là, par un heureux hasard ! La Tunisie est restée pantoise devant un tel récit cousu d'in vraisemblance.

Nous voici donc dans cette étape où nous sommes **gouvernés par des inconnus sans étiquette politique**, chapeautés par un Président et un Premier ministre du RCD, qui fait des pas positifs comme de **ratifier la convention internationale contre la peine de mort**, et celle contre la **torture.** Mais en même temps, ce gouvernement nomme 19 gouverneurs de région du RCD, sur 24. Ceux-ci sont d'ailleurs illico presto chassés par la population dès qu'ils arrivent sur place.

Les **manifestations n'ont pas cessé dans le pays, réprimées à balles réelles par la police**. Ce qui est nouveau, c'est qu'après ces meurtres, ces policiers sont appelés par leur ministre. Les **milices du même RCD** sont toujours présentes, elles ont sévi pendant le rassemblement devant le siège du gouvernement, elles sont là dans toutes les manifestations. A cela, il faut ajouter **l'armée de flics en civil** que l'on reconnaît à leur gabarit et à leurs regards perçants.

Les **grèves** également se multiplient avec toujours un premier impératif : dégager le responsable pourri et lèche-bottes installé par le régime de Ben Ali. Après viennent les revendications professionnelles. Même l'UGTT, le grand et unique syndicat national n'échappe pas au nettoyage. Des **manifestations de syndicalistes** ont eu lieu pour demander que le secrétaire général du syndicat et ses acolytes dégagent.

Hier, dimanche 6 février, le gouvernement a annoncé la **suspension du RCD** et sa prochaine dissolution. Aujourd'hui, une **manifestation devant le Parlement** demande la **dissolution de la Chambre des députés** après que le Premier ministre leur a demandé de voter un article de la Constitution qui donne au Président par intérim le pouvoir de gouverner par décrets-lois... Les députés n'ont pas pu entrer dans le Parlement.

Voilà, **la lutte continue** et le contenu de ce qui est en train de devenir une révolution est en train d'être dessiné par le pouvoir du peuple. Un des slogans de ces journées de janvier a été «**peuple, liberté, dignité nationale**» et nous avons chanté à chaque rassemblement, à chaque marche, toujours sans se lasser, le poème d'un grand poète du sud et qui est devenu **notre hymne national** :
«Si le peuple un jour veut la vie
Il faut que le destin s'y plie
Que la nuit devienne lumière
Et que les chaînes soient rompues».

Houda BEN GHACHAM, Université de Tunis.

Tunis, 7 février 2001.